Document generated on 10/12/2024 5:53 a.m.

Cahiers de géographie du Québec

Remiggi, Frank W. et Sénécal, Gilles (1992) Montréal. Tableaux d'un espace en transformation. Montréal, ACFAS (ISBN 2-89245-108-6)

Gilles Ritchot

Volume 37, Number 101, 1993

Géopolitique du territoire québécois

URI: https://id.erudit.org/iderudit/022372ar
DOI: https://doi.org/10.7202/022372ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)
1708-8968 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Ritchot, G. (1993). Review of [Remiggi, Frank W. et Sénécal, Gilles (1992) Montréal. Tableaux d'un espace en transformation. Montréal, ACFAS (ISBN 2-89245-108-6)]. *Cahiers de géographie du Québec*, *37*(101), 423–425. https://doi.org/10.7202/022372ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

ne lui offrira cependant pas les outils espérés pour explorer ailleurs la spatialité de la vie quotidienne à l'échelle locale.

Anne Gilbert
Faculté des arts
Université d'Ottawa

REMIGGI, Frank W. et SÉNÉCAL, Gilles, dir. (1992) *Montréal. Tableaux d'un espace en transformation.* Montréal, ACFAS. (ISBN 2-89245-108-6)

Un colloque du 57e congrès de l'ACFAS est à l'origine de ce recueil d'articles signés par 43 chercheurs. Montréal y est l'objet d'un diagnostic inquiétant. Remiggi évoque «*le sens du déclin tant économique que social*», en attendant que Lavigne annonce une «*descente aux enfers*», ou que Mercer décline des statistiques dans le but avoué de «*faire ressortir un aspect plus sombre*». Assurément, il y a de la pauvreté à Montréal, du chômage, des vieux, des femmes battues, des immigrants du Tiers-Monde et des Anglais qui déménagent à Toronto.

Mais à ces «impressions», la masse critique de Montréal résiste. La dynamique urbaine est porteuse de progrès économique, même en récession. Les autoroutes de la génération d'Expo 67, surtout la 40 dans le West Island, desservent des «vallées technologiques» en manque de main-d'oeuvre qualifiée (Boisvert). Et Montréal est la ville canadienne la plus versatile dans le domaine des transports. La relocalisation torontoise de sièges sociaux n'a pas altéré sa valeur positionnelle dans ce cas (Slack).

Depuis trois décennies, Montréal a consenti à un étalement et à une enchère patrimoniale qui ont coûté une fortune. Il s'en est suivi une valorisation du foncier multipliée jusque par 100! Le rendement devait suivre. Pour assouvir cette rente, il faut des revenus élevés, déterminés par le standing des emplois créés. Or de tels emplois sont disponibles et certains ne trouvent pas preneurs. Le système économique est cruel, mais est-il seul responsable du chômage à Montréal?

Les articles traitant de l'«espace social» donnent le ton. L'«élitisation» s'impose comme un mot-clef. Investie de dénotations antipathiques, l'«élitisation» serait autant le contraire que la cause de la pauvreté à Montréal. Sénécal associe le devenir du faubourg sud-ouest au dénouement d'une rivalité entre des occupants démunis et de nouveaux arrivants «élitisés». Le schéma est classique: les privilégiés prennent la place des défavorisés en les dispersant ou en les enclavant. Le préjudice dû à la marginalisation requiert alors l'administration de «remèdes»: «coopératives» (Marois, Nadeau), services aux familles monoparentales (Pilote, Mondor), «actions collectives» (Hamel). Dans la foulée de ce parcours, Villeneuve et Morency expliquent la montée du «double emploi» par le souci qu'ont certains couples de maintenir leur position. Mais, en conséquence, il faut systématiser les services de garderie (Chicoine, Germain).

L'article de Marsan montre qu'il ne suffit pas d'être consulté pour être élu. Ce qui ajoute un bémol à une portée de jugements édictant que l'aménagement professionnel puisse décider des positions respectives de chacun. Quant aux ethniques, ils se regrouperaient en «quartiers» pour revitaliser des affinités culturelles fraîchement déracinées (Lavoie). Et les Juifs d'Europe de l'Est auraient agi de même, parce qu'ils en avaient l'habitude (Anctil).

Au plan épistémologique, l'approche empiriste prend la part du lion. La «*géographie sociale à la manière de Chicago*» (Racine) stipule que le sujet humain décide du sens de son établissement. L'équivalent géographique de ce paradigme est le possibilisme vidalien. En architecture et en urbanisme, le paradigme utopien consacre une «exaltation du sujet» convergente.

L'approche empiriste dénie à la réalité urbaine toute objectivité. Il n'y a que des sujets agissants, utilisateurs, commentateurs, vertueux, coupables, etc. Il n'y a pas d'objet. Le «retour à Burgess» (Sénécal) n'est au fond qu'un rappel du présupposé de l'espace euclidien continu, homogène, sous-jacent à un déploiement de forces qui y tracent des discontinuités de l'extérieur. C'est pourquoi Ahtik et Sokoloff n'ont pas besoin de définir le centre-ville, car ce sont les urbanistes qui, en l'aménageant, vont lui accorder son sens. Une équivalence se profile entre la production et l'explication.

Or la bureaucratie kafkaïenne (Udy, Poirier, Versaille, Delorme) est la conséquence d'une telle extrapolation magique. Comment concilier, d'une part, la toute-puissance de la conscience subjective individuelle en matière d'aménagement spatial et, d'autre part, la nécessité de «*changer les mentalités*» afin que, par exemple, la part féminine y trouve son compte? Rousseau nous apprend que des évêques du siècle dernier ont fiché jusqu'aux comportements de fidèles à qui était pourtant reconnue la liberté personnelle de se sauver ou de se perdre. Préfiguration du lien que nous découvrons aujourd'hui entre l'avènement d'une Charte des droits individuels et la réalité d'un État policier.

Il faut reconnaître aux éditeurs, Remiggi et Sénécal, le mérite d'avoir réussi à organiser un corpus d'articles assez lourd pour que s'en échappent les signes de la névrose canadienne dont Montréal doit faire les frais. Faut-il le déplorer, car c'est

peut-être ce qui fait la tragique beauté de cette ville (Schecter)? Ou faut-il essayer de comprendre, au risque de verser dans la répulsive «élitisation» qui de toute évidence préfère Montréal à Toronto?

En règle générale, il semble aller de soi que le rapport du sujet humain à son établissement géographique, architectural et urbain, doit être empiriste. C'est ce qui confère tout son attrait à la pauvreté. Elle n'est pas tant le mal qu'il faut éradiquer que la triviale expérience de la quantité, celle qui prouve que le «vrai» rapport au monde est empiriste pour ne pas dire scandaleux. On rétorquera que la richesse est aussi une expérience de la quantité. Soit! Mais — et ce trait est particulier au Canada — la «vraie» richesse «*s'incarne à Toronto*», ce que d'ailleurs «*l'on n'a pas besoin de souligner*» (Racine). Il ne reste donc, aux Canadiens d'expression française, que la «fausse» richesse, qualitative celle-là: l'«élitisation».

Est-ce la leçon qu'il faut retenir? Pour évoluer en français à Montréal, il faut être empiriste et pauvre. Car si l'on y fait de l'argent tout en parlant la langue de Michel Tremblay, on doit porter l'odieux d'une «élitisation». La relégation de tout ce qui n'est pas empiriste, telle qu'elle se substitue à une réfutation négociable qui se fait toujours attendre, est remarquable. Mais à Montréal, c'est trop facile.

Gilles Ritchot
Centre de recherche en aménagement et développement
Université Laval